



LE GOUVERNEMENT MACRON ET LA CASSE DU

Revenu de Solidarité Active (RSA)

Septembre 2023

AC ! Agir Ensemble contre le Chômage - 2 Rue Victor Hugo – Besançon – ac.besancon@free.fr – 03 81 81 62 25

Le RSA c'est quoi ?

C'est un accompagnement avec un référent choisi par le Département pour aider celles et ceux qui sont sans emploi avec des responsabilités pour rechercher un emploi, créer une activité et /ou favoriser l'insertion sociale et professionnelle pour € mensuels pour une personne seule et 754,16 € pour un couple.

Que dit Macron sur le RSA ?

Lorsqu'il prônait « l'apaisement », il fallait « aller chercher toutes celles et ceux qui sont au RSA, les aider... les faire revenir à l'emploi ».

Que fait en réalité son gouvernement ?

Comme toujours la droite stigmatise les plus démunis.

En 2008 Sarkozy : « après deux refus d'offres d'emploi ou de formation je demande qu'on supprime le RSA ». En 2011 Wauquiez ministre des affaires européennes qualifie « les dérives de l'assistantat de cancer de la société française », rien que cela.

Le gouvernement de Macron présente les « bénéficiaires » du RSA comme des « profiteurs du système » voire « des fraudeurs » qui toucheraient indûment pour un grand nombre des aides plutôt que de chercher activement un travail, sans dénoncer les carences de l'Etat dans l'accompagnement.

Quelles décisions vont être prises sur le RSA ?

Le 18 septembre 2023 la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale a présenté un projet de loi porté par le Président de la République qui restreint l'accès à ceux qui n'ont déjà plus rien. « Obligation de consacrer 15 à 20H hebdo pour une activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle, soit de formation en insertion soit d'emploi ». Le tout gratuitement. Ce projet s'inscrit dans la loi « Plein emploi » qui vise à créer l'organisme « France Travail » qui va coûter 2,7 milliards sur 3 ans puisés dans les caisses de l'Unédic.

Quel sens pour les « bénéficiaires » ?

Dans le contexte actuel d'inflation galopante, où les distributions de repas dans les associations explosent pour ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, la loi va restreindre l'accès au RSA à ceux qui n'ont plus rien, et les rendre responsables individuellement de trouver les moyens de leur insertion et de prouver qu'ils méritent une aide de la société. « A ceux qui ont peu, on demande tout ».

Cette réforme inacceptable constitue une attaque frontale de notre modèle de solidarité. Elle ne dit rien sur l'enjeu principal du « plein emploi », rien sur la pénurie de main d'œuvre dans les métiers en tension, c'est à dire du bon emploi : conditions de travail dignes, emploi rémunéré à sa juste valeur, réductions des inégalités hommes/femmes, emploi à côté d'un logement décent, transports pour se rendre au boulot...

Macron qui avait promis d'éradiquer la pauvreté reprend les propositions de la droite, renonce à ces engagements verbeux auxquels il ne faut surtout pas croire.